

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 265

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

265

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 265 21 mars 1974
Onzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1974 : 24 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

Pour un programme économique socialiste

Comment la gauche démocratique pourrait-elle être efficace sans un programme économique ? Certes, une fois écarté le spectre des crises, qui justifiaient avant-guerre sa contestation fondamentale du capitalisme, elle s'est battue politiquement ou syndicalement pour que les couches les plus larges de la population bénéficient des biens de la société industrielle (du moins à l'échelon national) ; elle s'est efforcée parallèlement de mettre en place un appareil suffisant de sécurité sociale.

Mais il semble que les phénomènes, nouveaux en quelque sorte, de l'inflation dans ses caractéristiques neo-capitalistes, puis ceux de la crise de l'énergie, la prennent au dépourvu.

A travers l'étirement des numéros de DP, nous avons posé les thèses primordiales à nos yeux d'un programme économique. Il s'agit aujourd'hui de résumer, il s'agira demain de répéter.

Si l'inflation résulte pour une grande part du report sur les prix des frais de recherche et d'investissement des entreprises, si l'inflation est en relation directe avec le besoin accru d'autofinancement, les travailleurs ont à revendiquer non seulement des salaires distribués, mais un droit sur la plus-value des entreprises. Ces capitaux (arrachés ou obtenus) doivent être gérés par les syndicats et investis de telle manière qu'ils profitent à l'ensemble de la collectivité (par exemple dans le logement, soustrait progressivement à la spéculation). Cette première thèse, exposée depuis dix ans déjà, n'a nullement perdu de son actualité.

Les débuts de la lutte écologique ont fait apparaître un renchérissement des produits jusqu'ici popularisés par la société de consommation, réintroduisant ainsi de nouvelles sources d'inégalité. Par exemple, la voiture non-polluante sera

trop coûteuse pour les économiquement faibles. Ou les biens autrefois collectifs, comme l'eau et l'air, seront de moins en moins à disposition gratuite de tous. Parallèlement, l'inflation étire l'échelle des salaires. L'exigence d'une société plus égalitaire est la deuxième thèse économique.

En outre, la crise de l'énergie va porter l'inflation à des niveaux tels qu'elle ne pourra, à moyen terme, être surmontée, si l'on veut éviter l'austérité imposée par la classe dirigeante, que par une élimination radicale des faux frais sociaux : spéculation, gaspillage sous toutes ses formes, mauvaise orientation de la recherche, excès des dépenses militaires, publicité abusive, etc. De ces faux frais sociaux, il sera nécessaire, de la manière la plus complète, de dresser la liste systématique.

Enfin, seule une Europe unie offre la dimension conforme pour faire aboutir un tel programme.

Ces quatre thèses :

- contrôle de l'autofinancement des entreprises et droit sur la plus-value des sociétés,
- volonté de créer une société plus égalitaire,
- élimination de tous les faux frais sociaux,
- Europe socialiste,

Ces quatre thèses constitueront au fil des numéros en filigrane notre credo économique et politique. Les circonstances sont telles, qu'il n'est plus spéculation théorique, mais action et actualité.

Sans programme économique, la gauche fera, ou du social seulement, ou de la mousse verbale. La bourgeoisie, elle, s'apprête à faire de l'austérité, de l'austérité pour austrui. Pour nous, il y a mieux à faire.